

MACRON, C'EST 100 MILLIARDS D'EUROS POUR LES RICHES, 8 MILLIARDS POUR LES PAUVRES ET 3 MILLIARDS POUR L'HÔPITAL !

MARDI 9 OCTOBRE

L'HEURE ET LE LIEU VOUS SERONT COMMUNIQUÉS TRÈS PROCHAINEMENT

LES RETRAITÉS MANIFESTENT !

AU BONHEUR DES RICHES

Par **Richard Vaillant** secrétaire du syndicat des retraités de Chaumont

Si l'on en croit les sondages qui refléussent à chaque rentrée, Macron a perdu tout crédit, ce qui, pour un fondé de pouvoir de banque, est une faute lourde !

Pourtant, en regardant dans le rétro, deux mois avant, tout allait bien, les Bleus étaient champions du monde et on nous disait que Jupiter était leur coach. Le pouvoir se croyait au zénith, pourtant il pataugeait déjà dans la fange de l'affaire Benalla - il y est encore- et la situation sociale est explosive : le mécontentement gagne toute la société, et les retraités sont dans une colère noire. Après la hausse de la CSG, les menaces sur la réversion, on leur annonce qu'il n'y aura pas de revalorisation des pensions en 2018 et qu'elles n'augmenteront que de 0,3% en 2019 alors que l'inflation est prévue au dessus de 2%. Évoquons aussi les hausses de l'électricité, du fioul, des carburants, du gaz et des produits alimentaires...

On pense, alors, en avoir fait le tour. Eh bien non ! Le prélèvement à la source qui causait questions et inquiétudes chez de nombreux retraités vient de se transformer en véritable cauchemar suite à l'article du Canard Enchaîné annonçant que les 14 millions de retraités du privé seraient prélevés dès décembre 2018. C'est la façon Macron de nous souhaiter un joyeux Noël après le *merci* pour la CSG. L'info est-elle vraie ? Nous cherchons à le savoir, mais le Canard n'est pas adepte des fake news.

Enfin Macron, fidèle à ses habitudes de petit autocrate, s'occupe de tout, plan plan et rantanplan : pauvreté, santé et demain financement de la Sécurité sociale. Tous ces plans sont marqués du sceau de l'infamante politique ultralibérale. Il ne s'agit pas de faire du social, mais de veiller à la rentabilité financière. C'est vrai pour le plan pauvreté avec la volonté de « *repenser les minima sociaux* » qui sonne comme une agression contre ceux pour qui chaque jour est une fin de mois, c'est vrai aussi pour le plan santé. Les salariés du secteur hospitalier ont résumé cela de belle manière en donnant à leur ministre, Buzyn... le joli surnom de Buzyness ! Comme le signale fort justement Médiapart : « ... les efforts, les annonces et les promesses de financement ont été concentrés sur la médecine libérale non hospitalière, dite "médecine de ville", au détriment de l'hôpital ».

Cent milliards pour les riches, des miettes pour les autres, salariés, privés d'emploi et retraités. Retraités qui ont décidé de ne plus s'en laisser compter. Le 9 octobre, ils seront dans la rue, la rage au cœur, la rage d'être insultés, déconsidérés, offensés par un pouvoir qui ne vit que pour réaliser le bonheur des riches. **R.V.**

BAH ! ABBA...

Le Canard Enchaîné de cette semaine égratigne Béangère Abba, députée de Haute-Marne. Le 15 septembre dernier elle a refusé de voter l'interdiction du glyphosate : « *je n'ai pas voté l'interdiction mais contre un amendement qui le voulait dans la loi* » Seul « petit » problème, miss Abba a voté contre un amendement qu'elle avait déposé quatre mois plus tôt !

Il faut ajouter que c'est une récidiviste. Après avoir déclaré qu'elle était contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, elle a voté le projet Cigéo. C'est la méthode *je dis ce que je fais et je fais le contraire de ce que je dis* très prisée chez certains politiques.

Le Canard n'a donc pas manqué l'occasion de moucher cette frivolité politicienne. En effet, il a fallu peu de temps à cette déb' en politique pour se comporter comme un vulgaire godillot, un vrai, un vieux de la vieille. Sido-Abba même combat...

Et le journal satirique de conclure avec rudesse -et justesse- : le toupet vient avec le métier. Un peu comme l'appétit en mangeant. Se pose alors l'utilité d'un doggy abbag... **R.R.**

MACRON AIME TELLEMENT LES

C'EST DE SOLIDARITÉ DONT ON A BESOIN... Par Jack Formet

En présentant son plan « anti-pauvreté », M. Macron, dont la cote d'impopularité est en hausse constante, s'est livré à un exercice de haut vol, périlleux même. De fait, pour que sa parole reste un tantinet crédible, c'est un programme faisant rendre gorge à la finance et à la fortune des super riches qu'il aurait dû proposer, lequel incluant, cela va de soi, de véritables mesures concernant l'emploi, le relèvement substantiel des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux. Car, chacun l'aura compris, la pauvreté est d'abord la situation de celles et ceux qui n'ont que très peu de moyens pour vivre. À cet égard, le bilan est accablant.


Près de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 850 € par mois. 21% des Français, toutes rémunérations confondues, ne sont pas en mesure de s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jour quand 39% d'entre eux déclarent avoir connu une situation de pauvreté. Parmi ceux dont le revenu approche les 1200 euros, la moitié a de très grandes difficultés pour payer la cantine scolaire aux enfants.

La pauvreté, que la précarité et la fragilité côtoient en permanence, ne s'arrête pourtant pas là puisque l'emploi, source du revenu, se présente avec une particularité inédite : 9 embauches sur 10 se font désormais en contrat à durée déterminée (CDD) dont 30% ne durent qu'un jour. Enfin, près de 60% des salariés payés au SMIC travaillent à temps partiel. Ajoutons enfin que 4 millions de personnes restent mal ou très mal logées et, parmi les habitations, 420.000 sont jugées « insalubres » par les services de l'État.

À l'issue de ce court constat, nullement exhaustif, les hausses de prix, dont certaines sont vertigineuses, viennent grever cruellement les budgets. Citons deux exemples : le fioul domestique a grimpé de 26% en un an, le carburant, le gasoil notamment, a connu une hausse de près de 50% en seulement 24 mois. Les moyens les plus étriqués paient donc le prix fort et ce sont les besoins indispensables aux enfants qui sont sacrifiés.

Loin d'être des nantis, les salariés et les retraités dont le revenu se situe à la hauteur du minimum, ou le dépasse, ne sont pas épargnés. Taxés, rackettés, plus de 81% d'entre eux envisagent leur avenir, celui de leurs enfants et petits-enfants, avec pessimisme quand ce n'est pas avec angoisse.

L'heure doit donc être celle de la solidarité, du rassemblement pour dire NON à une politique qui percute de plein fouet l'ensemble des salariés et des retraités. La manifestation nationale du 9 octobre devrait permettre de faire un grand pas en ce sens. **J.F.**

 Après avoir baissé les APL, augmenté la CSG des retraités, augmenté toutes les taxes : électricité +17%, fioul +36%, gaz +7,4%, essence +10%, produits frais +6,9%..., le Président des riches, grand "saigneur," nous explique qu'il va s'attaquer à la pauvreté ! Que de la "com", de la poudre aux yeux, son plan charité, qui n'a rien à voir avec le devoir de solidarité qui incombe aux gouvernants, selon notre Constitution.

Sa charité intéressée (en baisse dans les sondages, avant les élections européennes ce n'est pas bon) n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois, avec seulement 8 milliards d'euros sur 4 ans. Un saupoudrage, à comparer aux 10 milliards d'euros de cadeaux faits aux riches en 2018 avec la suppression de l'impôt sur la fortune et aux 20 milliards à venir en 2019. Charité bien ordonnée...

PLAN PAUVRETÉ : "LA CHARITÉ" SELON MACRON !

8 milliards pour plus de 8 millions de pauvres, cela fait 1000 euros par pauvre sur 4 ans, soit 250€ par an et par personne, soit 20€ par mois et moins de 0,70€ par jour. Quelle générosité !

LES RETRAITÉS : LES GRANDS OUBLIÉS DU PLAN PAUVRETÉ, EN PARTICULIER LES FEMMES !

Aucune revalorisation des pensions de retraite depuis des années alors que l'inflation est bien réelle. Rien, pour les retraités, pas un mot dans le plan pauvreté de Macron ! Et pourtant, les plus touchées sont les femmes, car elles font partie d'une génération où beaucoup n'ont jamais travaillé ou ont fait des carrières incomplètes. Un certain nombre d'entre elles travaillaient avec leur mari sans avoir jamais été déclarées. Elles se retrouvent à la retraite avec des petites pensions, en moyenne moins de 800 euros.

Suite de l'article page 3

L'IMAGE DE LA SEMAINE

« Je traverse la rue et je vous trouve un travail » assure Macron à un jeune chômeur



PAUVRES QU'IL EN FABRIQUE !



Les femmes vivent souvent plus longtemps que leur mari et elles doivent alors faire face seules à des situations financières dramatiques, auxquelles se rajoutent des problèmes de santé et de perte d'autonomie. La baisse des APL a aussi touché de nombreuses personnes âgées pauvres...

Pour couronner le tout, le gouvernement a récemment annoncé l'augmentation de la participation financière des individus se trouvant sous tutelle ou sous curatelle, la moitié des personnes concernées sont sous le seuil de pauvreté...

FRAUDE FISCALE : DE 80 À 100 MILLIARDS D'EUROS DISPARAISSENT DES CAISSES DE L'ÉTAT !

La fraude fiscale est le détournement « illégal » d'un système fiscal afin de ne pas contribuer aux cotisations publiques et l'optimisation fiscale est l'utilisation, par des moyens légaux, de failles du système fiscal afin de réduire le montant de l'impôt. Résultat : fraude et optimisation sont deux moyens des riches, des grands groupes, des multinationales, aidés par leurs cabinets de conseils pour ne plus payer d'impôts ! C'est autant d'argent en moins pour financer les hôpitaux, les écoles, le logement, pour le bien vivre de tous. Le déficit de la France est de 70 milliards d'euros cette année. On nous rabache depuis des années que la France vit au dessus de ses moyens et c'est au nom de cette dette qu'on taxe la population pendant que des milliards filent dans les paradis fiscaux . **Ce sont les paradis fiscaux qu'il faut prélever à la source !**

La fraude atteint des sommets cette année et ce ne sont pas la suppression de postes aux impôts, la suppression de contrôleurs fiscaux qui vont permettre de régler ce problème. 3100 emplois perdus depuis 2010 ; difficile, dans ces conditions, de renforcer la lutte contre la fraude fiscale !

6,5 millions de chômeurs et seulement 300 000 emplois vacants. Comme dit Macron, le boulot, il n'y a qu'à traverser la rue pour en trouver !

Et puis tu es horticulteur, tu seras serveur, pour servir des salades, ça reste dans le domaine ! Pourquoi pas boucher pour travailler dans le BTP... Après le pognon de dingue, voici les conseils de dingue de Macron aux chômeurs. Mépris total !

Marie-Rose Patelli



UN FRANÇAIS SUR CINQ N'A PAS ASSEZ D'ARGENT POUR MANGER SAINEMENT...

Selon le sondage commandé par le Secours populaire français, Un peu plus d'un cinquième des Français (21%) a déclaré ne pas être en mesure de s'offrir une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour et 27% ont admis ne pas avoir les moyens financiers de s'acheter quotidiennement des fruits et légumes.

Mais c'est chez les foyers les plus modestes que cette tendance est la plus marquée. Ainsi, plus d'un Français sur deux dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1 200 euros a indiqué avoir des difficultés à payer la cantine de ses enfants et près d'un sur deux (48%) estime avoir des difficultés à se procurer une alimentation variée.

Cette année encore, le sondage révèle que les vacances et la culture restent des postes de dépenses "problématiques" pour de nombreux Français. Ils sont 41% à admettre avoir du mal à partir en vacances une fois par an (45% en 2017).

Et près d'un Français sur trois reconnaît avoir du mal à payer des actes médicaux mal remboursés (56% chez les bourses les plus modestes).

À noter également qu'ils sont plus de 80% à penser que leurs enfants seront plus vulnérables face à la pauvreté que leur génération.

Extraits du sondage du Secours populaire



« C'est le drame qui me touche le plus, voir des retraités qui ont travaillé toute leur vie et qui viennent demander à manger au Secours populaire, c'est vraiment douloureux. »

Julien Lauprêtre, président du Secours populaire

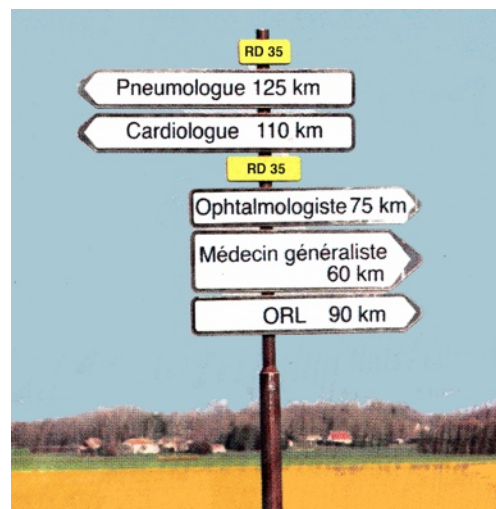


PLAN SANTÉ DÉCLARATION DE LA CGT

Au-delà des déclarations d'intentions, ce que propose le président de la République ne répond en rien au besoin d'une reconstruction de notre système de santé. À nouveau, il n'entend pas les revendications des personnels de santé et les exigences des réponses aux besoins de santé de la population.

Aucun moyen financier ou si peu n'accompagne le plan présenté. Cette crise du système de santé, la progression du non-recours aux soins, la mise en danger des personnels de santé soumis à des contraintes de travail infernales sont le résultat d'une politique : celle de la maîtrise des dépenses de santé menée depuis de nombreuses années.

Pour la CGT, cette politique globale de santé exige une autre organisation du travail reposant sur l'amélioration des conditions de travail des professionnels nécessitant un plan massif de créations d'emplois et de formations. Ce sont 100 000 emplois pour l'hôpital et 200 000 pour les EHPAD



et les services à la personne dont nous avons besoin immédiatement. L'organisation du système de santé et de l'accès aux soins doit reposer sur le service public, avec la création et le développement de centres de santé et des professionnels salariés, y compris des médecins, rattachés à des établissements publics de santé, notamment **des hôpitaux de proximité qui ne doivent pas être des coquilles vides mais comprendre, au moins, les services suivants : Urgences,**

Médecine, Chirurgie, Maternité et Gériatrie..

Pour la CGT, régler durablement la question des déserts médicaux, c'est traiter le problème de la présence de médecins sur tous les territoires.

Aussi, il ne suffit pas seulement de supprimer le concours de première année de médecine, il faut en finir avec le numerus clausus mais, surtout, former un plus grand nombre de médecins, ce qui n'est pas l'objectif final du gouvernement.

Pour permettre cette sortie de la crise, les miettes ne suffiront pas, il faut un financement à la hauteur des besoins. L'argent ne manque pas, mais il ne va pas au bon endroit comme le montrent les distributions de dividendes affichées cette année par les entreprises du CAC 40.

Montreuil, le 18 septembre 2018

PRENEZ CONTACT - ADHÉREZ

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :



Site du Syndicat <http://cgtretraites-chaumont.fr>

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

Téléphone : 06 79 61 00 78

INFOS DES ASSOCIATIONS

Palestine Libre Haute-Marne

Ils assassinent en toute impunité des infirmières, secouristes, journalistes, et une moyenne de deux enfants par semaine.



Depuis le 30 mars dernier, ils ont blessé des milliers de Gazaouis, dont 72 ont dû être amputés, le plus jeune ayant 11 ans.

Ils terrorisent des milliers d'enfants palestiniens. Ils démolissent les villages palestiniens. Malgré cela les Palestiniens résistent, et nous nous devons de leur montrer notre soutien : Tous au rassemblement **À LA FONTAINE DES INNOCENTS À PARIS SAMEDI 22 SEPTEMBRE** après-midi...

Collectifs stop LINKY de Haute-Marne

Les collectifs stop LINKY vous invitent à un rassemblement le **MERCREDI 26 SEPTEMBRE 2018 À 13H30**

Place du Marché à CHAUMONT, pour aller exprimer votre mécontentement devant ENEDIS et le SDED (Syndicat Départemental des Energies et des Déchets)



Parc National

Mascarade de démocratie

Dans un communiqué de presse le collectif "Des racines et des hommes", déplore que « *Même le nom du futur Parc sera imposé par les instances parisiennes. Un tel comportement confirme le manque total de considération pour les représentants de notre territoire* ».



Au sujet de la prochaine enquête publique et de la consultation institutionnelle locale, le directeur du GIP se permet de dire avec insistance (que) les remarques ne devront pas mettre en cause l'équilibre qui avait été obtenu.

Nous sommes donc en droit de nous interroger sur l'utilité de ces consultations qui vont avoir un coût financier non négligeable... Il semblerait par ailleurs que les habitants devront se déplacer dans d'autres communes pour pouvoir s'exprimer... Tout ceci n'est qu'une mascarade de démocratie pour nous imposer un projet qui ne satisfait personne...